

La dégradation des écosystèmes constitue un obstacle de taille pour l'atteinte des objectifs du développement pour le Millénaire (ODM). Parmi les 24 écosystèmes sur lesquels portait l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire (une initiative des Nations Unies lancée en 2001 et qui a pris fin en 2005), 15 subissaient des dégradations ou étaient utilisés de manière non durable. Les répercussions néfastes de cette dégradation pourraient aller en s'intensifiant au cours des prochaines décennies. Davantage d'efforts doivent donc être déployés pour améliorer la gestion environnementale.

Au cours des dix dernières années, l'Association internationale de développement (IDA), la branche de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres du monde, a prêté quelque 4,5 milliards de dollars pour favoriser l'investissement dans la gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Cette aide a permis d'atténuer la pollution de l'air dans les zones urbaines et industrielles, d'assurer un approvisionnement plus fiable en eau propre, de rendre la gestion des terres plus durable, de mettre sur pied des institutions environnementales, de faire face au changement climatique et de protéger la biodiversité. Des évaluations indépendantes ont montré que ces prêts ont porté leurs fruits.

#### Quelques chiffres

- Depuis 1990, la Terre a perdu environ 1,3 million de kilomètres carrés de zones forestières, soit près de 100 000 kilomètres carrés par an.
- Appuyés par l'IDA, le développement agricole et la gestion hydraulique du Plateau Loess en Chine ont bénéficié directement à plus d'un million d'agriculteurs.
- Un projet de l'IDA portant sur une importante remise en état des terres et une gestion durable des terres en Uttar Pradesh a joué un rôle décisif dans la réduction de la pauvreté qui est passée de 72 % à 42 % dans cette région.
- Un autre projet de l'IDA a permis au Sénégal de tirer près de 20 % de son énergie de combustibles ligneux renouvelables.
- Au cours des onze dernières années, les prêts accordés par l'IDA dans le cadre de son programme de Gestion de l'environnement et des ressources naturelles (GERN) se sont chiffrés en moyenne à 450 millions de dollars par an.
- Au cours de cette période, l'Afrique a été la région la plus ciblée, avec 39 % de tous les engagements de l'IDA pour le GERN dans cette région, suivie par l'Asie du Sud (28 %).

Grâce à ses crédits et à son travail d'analyse, l'IDA a contribué à accroître l'intégration des questions environnementales dans les stratégies nationales de développement. Les stratégies d'aide-pays de la Banque mondiale ont elles aussi inclu ces questions. Les mesures de sauvegarde environnementale entourant les projets de la Banque mondiale ont évolué et sont devenues une référence en matière de normes pour la gestion et l'évaluation environnementales. La Banque mondiale travaille d'ailleurs de plus en plus étroitement avec les organisations non gouvernementales (ONG) impliquées dans le domaine de l'environnement par le biais de partenariats et d'accords d'application.



## **CONTRIBUTIONS DE L'IDA**

### **L'IDA aide les pays à atteindre leurs objectifs de développement pour le Millénaire.**

L'environnement est une composante clé de nombreux ODM. Parmi ces derniers figure notamment l'objectif visant à « Préserver l'environnement » (objectif 7). Deux cibles de cet objectif font spécifiquement l'objet du travail environnemental de l'IDA : les cibles 9 et 10.

#### **Intégration des principes de développement durable.**

La cible 9 vise à « Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales ». La première partie de cette cible correspond à la volonté de la Banque mondiale d'intégrer les questions environnementales, telle que décrite dans sa stratégie environnementale. Des progrès ont été réalisés relativement à l'intégration des questions environnementales dans les Documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) entre 2002 et 2004, comme l'indiquent un certain nombre d'indicateurs.

Un exemple de ces progrès est illustré par le deuxième DSRP de la Tanzanie (appuyé par des

crédits de soutien à la réduction de la pauvreté), qui s'attaque davantage aux enjeux ayant trait à la gestion des ressources naturelles, notamment aux politiques de gestion pour la pêche dans les zones côtières et à l'établissement de liens entre l'environnement et la santé.

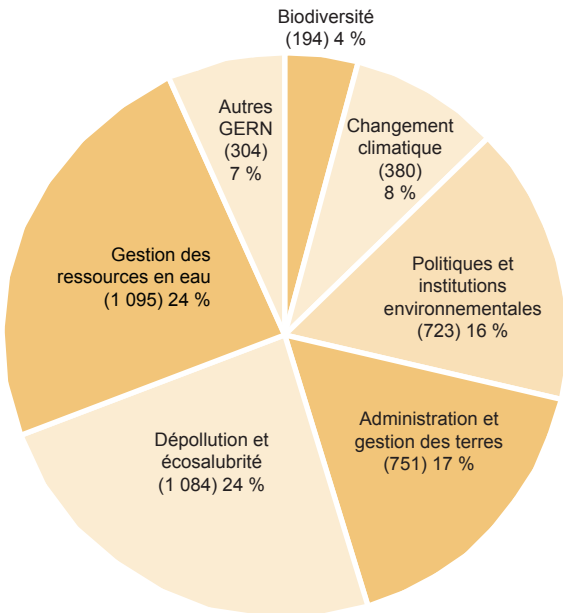
#### **Protéger les ressources environnementales.**

La deuxième partie de la cible 9 fait référence à plusieurs ressources environnementales, dont les zones forestières.

Depuis 1990, la Terre a perdu environ 1,3 million de kilomètres carrés de zones forestières, soit près de 100 000 kilomètres carrés par an. Étant donné que plus de 1 milliard de personnes tirent leurs moyens de subsistance des forêts, cette perte rapide compromet l'atteinte des objectifs de réduction de la pauvreté.

En matière de gestion forestière, l'IDA travaille à rendre la gestion des terres protégées plus efficace tout en proposant des activités bénéfiques aux communautés dépendantes des forêts. L'IDA a financé la création de nouvelles zones protégées ainsi que l'expansion et le renforcement de zones existantes comprenant des forêts, des montagnes ainsi que des terres arides, et une attention grandissante est accordée aux écosystèmes marins et à l'eau douce.

**Engagements de l'IDA envers la Gestion de l'environnement et des ressources naturelles (GERN) par sous-thèmes, exercices 1998 à 2006 (en millions de dollars)**



Au nombre des exemples, on compte le Laos, l'Ouganda, la Bolivie, Madagascar et l'Inde (voir encadré).

La communauté internationale s'est tournée vers la Banque mondiale pour son leadership dans les domaines de l'accès à l'énergie, de l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et de l'adaptation aux répercussions du changement climatique.

**Protection du patrimoine naturel de Madagascar**

Grâce à un projet financé à la fois par des ressources de l'IDA et du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), Madagascar a étendu de 2 millions d'hectares la superficie de ses aires protégées depuis le lancement de son Troisième programme de protection de l'environnement, en 2004. L'objectif visé à l'horizon 2009 se situe à 6 millions d'hectares. Le don de 40 millions de dollars accordé par l'IDA pour ce projet est le plus gros apport financier qu'elle ait jamais consenti dans le domaine environnemental. Le projet a également donné lieu à la création d'un fonds de dotation pour les aires protégées, dans le but d'en assurer le financement à long terme.

La Banque mondiale a commencé à formuler sa réponse à ces enjeux en avril 2006 dans un document intitulé « Clean Energy and Development: Towards an Investment Framework » (*Énergies propres et développement : vers un cadre d'investissement*). Le travail de la Banque dans ces domaines s'est poursuivi avec la publication du rapport « IDA and Climate Change » (*L'IDA et le changement climatique*) (2007) et avec l'élaboration d'un Cadre stratégique sur le changement climatique et le développement (2008).

Pour les pays les plus pauvres de la planète, les questions d'énergie propre et d'amélioration de l'accès à l'énergie sont primordiales, et l'IDA les soutiendra au moyen de son travail analytique, de développement des capacités et de prêts visant à réduire leur vulnérabilité aux variations et au changement climatiques.

**Offrir l'accès à une ressource vitale : l'eau potable.**

La cible 10 des ODM vise à réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable et à des installations sanitaires de base. La Banque mondiale travaille à améliorer la gestion des ressources aquatiques, l'approvisionnement en eau et l'assainissement dans le monde, et de véritables progrès ont été réalisés dans ces domaines au cours des 15 dernières années. (Pour les pays d'Afrique subsaharienne recevant l'aide de l'IDA, le pourcentage de la population ayant accès à l'eau potable de meilleure qualité est passé de 45 % en 1990 à 53 % en 2004 ; pour l'ensemble des pays de l'IDA, ce pourcentage est passé de 65 % à 75 %.) L'efficacité du travail de l'IDA dans le domaine de l'eau et de l'assainissement fait d'ailleurs l'objet d'un autre rapport.

**Utiliser les avantages comparés de l'IDA.**

Les enjeux environnementaux sont par définition intersectoriels ; ils nécessitent donc que les gouvernements fassent preuve de leadership et interviennent pour corriger les défauts du marché et promouvoir le passage à l'action de tous les membres de la société. Un bon nombre

de partenaires de développement sont actifs dans ce secteur, mais l'IDA fournit des services uniques en ayant recours à des dialogues de haut niveau dans les pays pour intégrer les questions environnementales dans les politiques économiques nationales et la planification du développement. Ces services comprennent :

- faire le lien entre l'environnement et tous les autres secteurs pertinents (par exemple, au moyen d'un travail d'analyse et d'évaluations environnementales sectorielles) ;
- inviter les parties prenantes issues du contexte national ou non à former des partenariats pour résoudre les problèmes environnementaux qui nécessitent une action collective ;
- allouer d'importantes ressources financières, tel que le démontre un volume de prêts d'environ 4,5 milliards de dollars dans des projets liés à l'environnement et aux ressources naturelles au cours de la dernière décennie ;
- mobiliser des ressources financières additionnelles et coordonner l'aide à l'environnement avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), les agences bilatérales et les fondations ;
- rendre disponible la plus importante source d'experts du monde (plus de 200 membres de

l'effectif) avec une présence accrue dans ses bureaux sur le terrain ;

- développer une connaissance globale d'un vaste éventail de sujets permettant aux clients de profiter de leurs connaissances mutuelles pour assurer leur croissance économique et la préservation de l'environnement sur le long terme.

### Produire des résultats pour les peuples du monde entier.

Achévé en 2002, le Projet relatif au plateau de Loess en Chine, (*China Loess Plateau Project*) qui a bénéficié d'un financement de 150 millions de dollars de l'IDA, a été l'un des programmes de développement agricole et de gestion des bassins versants les plus importants et les plus réussis au monde. Quelque 90 000 hectares de terre ont été aménagés en terrasses, près de 300 000 hectares ont été boisés et plus de 100 000 hectares ont été enherbés. Des zones supplémentaires ont été remises en état par le simple fait d'y interdire l'accès. **Plus d'un million d'agriculteurs ont directement bénéficié du projet** qui a permis d'importants gains économiques (production de céréales et de fruits) et qui a eu des retombées environnementales positives (conservation des eaux, réduction des sédiments et séquestration de

## Une action multisectorielle

**Gestion des terres :** l'Uttar Pradesh est l'État le plus peuplé d'Inde et également l'un des plus pauvres. Étant donné que l'économie de l'Uttar Pradesh est principalement axée sur l'agriculture, elle est confrontée à un défi grandissant qui est la baisse de la productivité des céréales (principalement le blé et le riz) causée par la dégradation des sols liée à l'eau, et notamment à la salinisation (rendant les terres trop imprégnés de sel pour être cultivables). Cette dégradation survient dans les zones irriguées mal gérées où des millions d'hectares de terres sont rendus stériles. Dans le cadre des « Uttar Pradesh Sodic Lands Reclamation I and II » (*Projets I et II de remise en état des terres salées de l'Uttar Pradesh*) mis en place en 1993 et 1998 respectivement (financement total de 250 millions de dollars de l'IDA), 254 000 hectares de terres salées ont été remises en état et sont désormais productives.

La productivité et la qualité du sol des terres remises en état par les projets se sont améliorées. Ainsi, l'intensité des cultures est passée de 63 % avant la remise en état à 198 % en moyenne après. De plus, le rendement du riz est passé de 0,9 à 3,5 tonnes par hectare et celui du blé de 0,4 à 3,0 tonnes par hectare. La qualité de l'environnement s'est quant à elle améliorée comme en témoigne une augmentation de plus de 500 % de la diversité de la faune et de la flore ainsi qu'une augmentation de la biomasse microbienne dans les zones où des échantillons ont été prélevés. De plus, la valeur marchande des terres a été multipliée par quatre, les taux de salaire ont doublé et quelque 87 000 emplois supplémentaires ont été créés grâce à l'expansion des zones cultivées et à l'intensification de la production dans ces zones. Dans l'ensemble, près de 552 000 ménages (soit plus de 1 million de personnes) ont directement bénéficié des activités des projets. En conséquence, le taux de pauvreté de cette région a diminué, passant de 72 % à 48 %. Le soutien accordé par l'IDA à la gestion durable des terres a eu des retombées positives sur la réduction de la pauvreté et la gérance environnementale au niveau local.

carbone). Ce projet modèle a été dupliqué ailleurs sur le plateau Loess.

Le Projet de gestion participative de l'énergie renouvelable au Sénégal (*Senegal Sustainable and Participatory Energy Management Project*) qui a reçu un financement de 5 millions de dollars de l'IDA a démontré que la production et la mise sur le marché des biocombustibles traditionnels peuvent être stabilisées, freinant ainsi la déforestation et contribuant à la préservation de l'environnement. Plus de 12 millions de dollars de revenus progressifs durables ont été générés par an, et plus de **20 % de l'approvisionnement en énergie actuel du Sénégal** est assuré par des combustibles ligneux durables. Une deuxième phase de ce projet qui a porté ses fruits est actuellement en cours d'exécution.

Le projet de gestion de la qualité de l'air du Bangladesh (*Bangladesh Air Quality Management Project*) qui a reçu un financement de 5 millions de dollars de l'IDA, avait pour objectif de réduire l'exposition humaine à la pollution de l'air par les véhicules et ce, de manière rentable. À Dhaka, le retrait des taxis à trois roues avec moteurs à deux temps a entraîné une diminution de près de **30 % de la moyenne quotidienne des particules en suspension dans l'air**.

Un système de base de contrôle de la qualité de l'air a été mis en place, la capacité institutionnelle à contrôler la qualité de l'air a été développée et de nouvelles normes de qualité d'air ambiant et d'émissions par les véhicules ont été adoptées. Étant donné ce succès, un deuxième projet est actuellement en préparation.

Le projet de gestion des déchets solides en Bosnie-Herzégovine (*Solid Waste Project*), qui a reçu un financement de 26 millions de dollars de l'IDA, s'attaque à l'exposition aux décharges à ciel ouvert qui représente l'une des plus graves menaces à la santé publique dans les zones urbaines. Le projet est axé sur le regroupement des décharges par région, l'utilisation de méthodes sécuritaires d'élimination des déchets, la réhabilitation des décharges, la sensibilisation du public, la formation du personnel du secteur, l'extension des services de collectes à des zones non desservies à l'heure

actuelle et l'élaboration de business plans. **Sept décharges régionales** ont été créées et plus de 50 municipalités y ont accès. La coopération entre les municipalités est particulièrement étonnante étant donné la situation d'après-conflit de la Bosnie-Herzégovine.

### **Fournir des recherches et des analyses essentielles.**

En plus d'accorder des prêts, l'IDA a produit en moyenne chaque année 18 études analytiques et une aide technique hors financement portant exclusivement sur l'environnement.

Une étude sans précédent de la Banque mondiale intitulée « Environmental Health and Child Survival – Epidemiology, Economics, Experiences » (Santé environnementale et survie des enfants : épidémiologie, économie et expériences) a souligné le fait que les maladies découlant des facteurs de risques environnementaux telles que la diarrhée, les infections respiratoires aiguës et le paludisme, sont les principales causes de décès des enfants de moins de cinq ans dans les pays en développement. La malnutrition est un facteur qui contribue également grandement au taux de mortalité chez les enfants et elle est inextricablement liée aux infections environnementales. Le changement climatique devrait alourdir le nombre de cas de malnutrition, de paludisme et de maladies diarrhéiques. Les personnes les plus touchées seront principalement les pauvres, surtout ceux vivant dans les grandes villes très peuplées d'Asie du Sud et d'Afrique. De récentes recherches réalisées par la Banque au Ghana et au Pakistan démontrent que si l'on tient compte des effets de la malnutrition (problèmes de développement cognitif et de performance scolaire et taux de mortalité), le coût annuel des facteurs de risques environnementaux pourrait atteindre jusqu'à 9 % du PIB du pays. Les liens qui existent entre le changement climatique, la santé environnementale, la malnutrition et la pauvreté ont des incidences importantes sur les actions dans le domaine de la santé environnementale ainsi que sur les stratégies pour la survie des enfants et la réduction de la pauvreté.

Les analyses environnementales par pays fournissent les données analytiques nécessaires pour intégrer les questions environnementales dans les stratégies d'aide-pays (CAS), dans les Documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), dans les prêts à l'appui de politiques de développement et parfois dans les programmes et projets d'aide spécifique. Ces analyses aident aussi à améliorer la coordination des donateurs. Dans la région africaine, de telles analyses ont été achevées ou sont en voie de l'être dans cinq pays (Namibie, Ghana, Éthiopie, Nigeria et Sénégal). À titre d'exemple, l'analyse environnementale du Ghana a été préparée en collaboration avec un groupe local de donateurs axé sur l'environnement et les ressources naturelles et elle a contribué au financement d'un projet d'élaboration d'une politique pour la gouvernance environnementale.

L'étude exhaustive intitulée « Poverty-Environment Nexus Study » (*Étude sur la connexion problématique entre environnement et pauvreté*) qui comprend le Cambodge, le Laos et le Viet Nam met en lumière la relation entre la pauvreté et l'environnement. Cette étude a également servi à définir un certain nombre de priorités devant être incluses dans le dialogue avec ces pays et dans leurs programmes opérationnels.

## ENJEUX MONDIAUX

### L'IDA a fait ses preuves en matière d'implication efficace dans les enjeux environnementaux mondiaux.

La communauté internationale s'est tournée vers la Banque mondiale pour s'inspirer de son leadership

#### Marché du carbone

L'expression « marché du carbone » désigne de manière générale les ressources consacrées à des projets d'achat de crédits de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Ce type de ressources est de plus en plus combiné avec des apports de fonds de l'IDA pour le financement de programmes consacrés au développement piloté par les communautés, à la réduction de la pauvreté en milieu rural ou à la gestion des ressources naturelles.

dans un certain nombre de domaines, y compris le changement climatique, la biodiversité, la gestion durable et la protection durable des zones forestières ainsi que la gestion durable des zones côtières et marines et notamment de la pêche.

**Changement climatique.** Un rapport de l'IDA sur le changement climatique publié en 2007 décrit le travail de l'Agence en matière de changement climatique comme étant conforme aux priorités centrales de développement que sont la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

Un Cadre stratégique sur le changement climatique et le développement créé par la Banque mondiale a fait l'objet de vastes consultations externes en 2008, notamment à trois occasions en Afrique subsaharienne.

Le Portail sur le changement climatique de la Banque mondiale fournit des données relatives au climat et permet d'avoir accès, entre autres ressources, à des outils d'adaptation comme l'outil de suivi des risques ADAPT ou les outils mis au point par d'autres organisations. Pour obtenir plus d'information au sujet des activités de l'IDA en matière de changement climatique, veuillez consulter le rapport sur le sujet à [www.banquemondiale.org/ida](http://www.banquemondiale.org/ida).

**Biodiversité.** La Banque mondiale est un leader en matière de renforcement de la capacité des pays en développement à bénéficier des possibilités de financement offertes par les marchés du carbone.

Les investissements de l'IDA en matière de biodiversité permettent d'améliorer la gestion des zones protégées, de renforcer les capacités des communautés à gérer leurs ressources en biodiversité et de travailler avec les gouvernements pour concevoir et mettre en application des politiques qui favorisent une gestion efficace aux niveaux national, régional et local. Le *Fonds du partenariat pour les écosystèmes vitaux (CEPF)*, lancé en 2000 en tant que nouvelle approche pour préserver la biodiversité, fournit une aide stratégique pour que les ONG, les groupes communautaires et les partenaires de la société civile prennent part à la conservation des zones les plus riches en biodiversité de la Terre.

## Initiative mondiale de protection des tigres

Des subventions du Fonds de partenariat pour les écosystèmes vitaux (CEPF) ont aidé à mieux protéger l'habitat des tigres et à renforcer les patrouilles anti-braconnage dans la région de l'Himalaya de l'Est, Sumatra et Sundaland. Les fonds ont permis la création d'une nouvelle réserve pour les tigres au Sumatra et le renforcement de la protection des tigres vivant dans d'autres écopaysages de Sumatra.

Le CEPF a également fourni un soutien essentiel à la mise sur pied de l'organisation International Tiger Coalition. La deuxième phase du CEPF prévoit pour 2008 des activités pour la protection des tigres en Indochine et dans les Ghâts occidentaux.

**Gestion des terres.** La récente Évaluation des écosystèmes pour le millénaire a confirmé que la dégradation des terres/désertification est le changement d'écosystème qui devrait avoir le plus de répercussions négatives sur les moyens de subsistance des pauvres. L'IDA, l'une des principales organisations finançant les mesures de lutte contre la dégradation et la désertification, a investi quelque 700 millions de dollars dans des activités de gestion durable des terres entre l'exercice financier de 2001 et celui de 2006. Ces activités comprennent la promotion de pratiques appropriées de gestion durable des terres, la participation au marché du carbone par le biais de réhabilitation des terres, la sensibilisation du public, le renforcement du soutien accordé aux femmes et aux groupes vulnérables dans le cadre des activités de gestion durables des terres, la préconisation d'approches programmées et de partenariats, la promotion et l'exécution d'une approche de gestion des risques pour les sécheresses, et l'intégration du dialogue et de l'action dans les stratégies nationales et les cadres de développement afin que la gestion durable des terres soit traitée comme un enjeu de développement permanent.

**La gestion et la protection des forêts** est un autre domaine d'intervention de longue date de l'IDA. Le PROFOR est un partenariat formé de multiples donateurs qui fournit de nouvelles informations et

connaissances sur les enjeux relatifs aux forêts tels que les moyens de subsistance, la gouvernance, les finances et la coopération intersectorielle. À travers l'initiative « Forest Alliance » (*Alliance mondiale pour les forêts*), l'IDA unit ses forces à celles du World Wildlife Fund (WWF) pour créer des zones forestières protégées représentatives et bien gérées ainsi que des zones forestières non protégées mais gérées de manière responsable. L'IDA est également impliquée dans le processus Gouvernance et police des forêts (FLEG). En partenariat avec les gouvernements, la société civile et le secteur privé, le FLEG a pour objectif de générer un engagement politique de haut niveau pour faire face à l'exploitation forestière illicite et aux autres crimes forestiers. De plus, la « Forest Carbon Partnership Alliance » (*Alliance de partenariat pour le carbone forestier*) finance les activités d'atténuation du changement climatique qui réduisent la déforestation.

## Gestion des zones côtières et marines et notamment de la pêche

La santé des océans du monde est en rapide déclin. Le récent rapport intitulé « Dead Water » (*Eaux mortes*), publié par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), fait état : de la situation précaire des stocks mondiaux de poissons ; des écosystèmes côtiers et notamment des récifs coralliens ; des mangroves et herbiers ; des eaux près des rivages désormais polluées par le développement côtier et le lessivage des terres cultivées ; des zones côtières vulnérables à la hausse du niveau de la mer et à d'autres conséquences du changement climatique ; et de « zones mortes » dont le nombre et la taille sont en hausse dans le monde. Ces développements sont importants si l'on considère que plus de la moitié de la population des pays en développement vit à moins de 100 kilomètres des côtes. Bon nombre de ces communautés et de leurs économies dépendent des biens et services liés aux écosystèmes marins. L'IDA finance des projets visant une meilleure gestion des zones côtières et une pêche plus durable grâce à une meilleure gouvernance et à la création de zones marines protégées. Faire face aux conséquences

du changement climatique sera un des éléments clés de deux interventions régionales de l'IDA : le financement d'un projet de pêche durable en Afrique de l'ouest et d'un projet au Sénégal, en Guinée et en Guinée-Bissau visant à introduire la vente de crédits sur le marché du carbone des marécages côtiers de l'Afrique subsaharienne afin de financer l'adaptation au changement climatique des communautés côtières.

## **PERSPECTIVES D'AVENIR**

**La Banque est en train d'actualiser sa stratégie environnementale de 2001, mais son objectif fondamental reste de soutenir les améliorations environnementales en tant que partie intégrante du processus de réduction de la pauvreté.**

La mise en œuvre de cette stratégie sera adaptée de manière à mieux intégrer la question de la viabilité environnementale dans chaque secteur pertinent. La création au sein de la Banque mondiale du Réseau du développement durable a facilité ce processus.

De plus, l'IDA essaiera de conclure d'autres alliances stratégiques avec des sources complémentaires de financement telles que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Accroître l'utilisation d'approches programmatiques et chercher des occasions de travailler avec le secteur privé (dans des domaines tels que le tourisme et le marché du carbone) sont d'autres idées prometteuses pour l'IDA.

Enfin, il est essentiel de continuer à améliorer la capacité des pays à considérer le développement durable à tous les niveaux de la planification du développement, y compris au niveau des mesures de sauvegarde des projets.

## **Leçons retenues.**

Dans son engagement envers l'environnement, l'IDA intègre de plus en plus les leçons suivantes :

- Investir dans l'environnement est justifié sur le plan économique. Les investissements de l'IDA ont démontré qu'améliorer la gestion des récoltes, des pâturages et des forêts peut permettre aux pauvres d'accroître leurs revenus. De l'air et de l'eau plus propres et une moindre exposition aux déchets et ordures permettent d'améliorer la santé et la productivité des travailleurs pauvres.
- Une meilleure couverture du travail d'analyse réalisé en amont facilite le ciblage de l'aide de l'IDA pour répondre aux problèmes ayant de grandes répercussions sur le développement économique et humain (par exemple, investir dans la gestion des bassins versants pour la production alimentaire et l'approvisionnement en eau). Les analyses environnementales par pays constituent une opportunité pour dialoguer avec les gouvernements au sujet des principaux défis environnementaux et pour encourager d'autres donateurs qui ont généralement les mêmes intérêts à collaborer.
- La qualité opérationnelle, lors de la supervision des projets et de leur achèvement, peut encore être améliorée.
- L'IDA doit de plus en plus se fier aux mesures domestiques de sauvegarde environnementale qui passent le test d'équivalence et d'acceptabilité de l'IDA.
- L'environnement est un domaine où intervient une multitude d'acteurs. Pour s'assurer d'atteindre ses objectifs stratégiques, il est essentiel que l'IDA continue de mettre ses ressources au service de programmes mondiaux.

Juin 2008

<http://www.banquemondiale.org>